

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et Installations Classées de Paris et des  
Hauts-de-Seine  
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102  
92013 NANTERRE Cedex

Nanterre, le 27/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PRESSING SAINT-JACQUES SARL**

223 RUE SAINT-JACQUES  
75005 PARIS

Code AIOT : 0006514734  
Annexe : planche photographique

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 07/10/2022, dans l'établissement PRESSING SAINT-JACQUES SARL, implanté 223 RUE SAINT-JACQUES - 75005 PARIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées qui vise les pressings 2345 (DC). Cette action a pour objectif principal de vérifier l'absence de machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène dans les locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PRESSING SAINT-JACQUES SARL
- 223 RUE SAINT-JACQUES 75005 PARIS
- Code AIOT : 0006514734
- Régime : Déclaration avec contrôle

Pressing exerçant une activité de nettoyage à sec relevant des rubriques 2345.2 (DC) et 1978.11 (D).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène,
- exploitation du pressing,
- utilisation et stockage de substances et produits dangereux,
- déchets,
- contrôle périodique,
- visite annuelle,
- formation.

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Stockage de perchloroéthylène	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.10.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Stockage des déchets	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 7.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Visite annuelle	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Formation	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article R.511-9	/	Sans objet
2	Absence de machine fonctionnant au perchloroéthylène	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.3.3	/	Sans objet
4	Machine de nettoyage à sec	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.1.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Ventilation	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.6	/	Sans objet
6	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.2	/	Sans objet
8	Étiquetage des substances et produits dangereux	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.3	/	Sans objet
10	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 1.8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune machine de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène n'a été constatée dans le pressing. Toutefois, l'exploitant doit mettre en conformité son local concernant les aspects de stockage des déchets et des substances chimiques liquides.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations classées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La colonne " A " de l'annexe à l'article R.511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> Lors du contrôle, l'inspection a constaté que le pressing exerçait toujours une activité de nettoyage à sec. Un récépissé de déclaration au titre de la rubrique 2345.2 avait été délivré à l'ancien exploitant le 10/06/1975. Un récépissé de déclaration de succession a été délivré le 24/12/2010 au nouvel exploitant.  Depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2020, l'activité de nettoyage à sec est également soumise à déclaration au titre de la rubrique 1978 (bénéfice de l'antériorité suite à la création de la rubrique par le décret n°2019-1096 du 28/10/2019) : 1978.11 (D) : Installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des solvants organiques – Nettoyage à sec.
<b>Observations :</b> L'arrêté ministériel modifié du 31/08/2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2345 s'applique. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 13/12/2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 s'appliquent sans préjudice de l'arrêté susmentionné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Absence de machine fonctionnant au perchloroéthylène**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Perchloroéthylène
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les machines de nettoyage à sec utilisant du perchloroéthylène ou tout autre solvant dont la tension de vapeur à 20°C est supérieure ou égale à 1900 Pa, ne sont pas situées dans des locaux contigus à des locaux occupés par des tiers.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté l'absence de machine utilisant du perchloroéthylène dans le pressing. Selon l'exploitant, la machine a été évacuée le 28/03/2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Stockage de perchloroéthylène**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Perchloroéthylène
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
<b>Constats :</b> Du perchloroéthylène est stocké au sein du pressing (2 bidons, soit 40 litres) (voir Annexe, photo n°1). Ceci constitue une non-conformité : contrairement à la disposition 3.5. de l'Annexe I de l'Arrêté ministériel du 31/08/2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées 2345 (DC), du perchloroéthylène est présent dans l'installation alors qu'il n'est plus employé pour l'activité de nettoyage à sec.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Machine de nettoyage à sec**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les machines de nettoyage à sec utilisant d'autres solvants que le perchloroéthylène : [...] - respectent les prescriptions de la norme NF EN ISO 8230-1 et NF EN ISO 8230-3.  La certification de la machine selon le référentiel NF107 "machines de nettoyage à sec en circuit fermé" (version du 15 mars 2010 ou versions postérieures) garantit la conformité à l'ensemble des dispositions du présent point 2.1.2.
<b>Constats :</b> La machine de nettoyage à sec exploitée au sein de l'établissement (marque Renzacci, modèle KWL 35HS) est « certifiée NF107 (version du 15/03/2010 ou postérieure) ». Le solvant utilisé est du KWL.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Ventilation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations utilisant un solvant autre que le perchloroéthylène, le système de ventilation possède également une extraction en partie basse du local.
<b>Constats :</b> Le système de ventilation possède une extraction en partie basse du local.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Contrôle de l'accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes non habilitées n'ont pas un accès libre aux parties de l'installation susceptibles de contenir des solvants. Une barrière physique permet de garantir cette disposition.
<b>Constats :</b> Le pressing présente un comptoir interdisant le libre accès à la partie de l'installation où sont mis en œuvre les solvants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Capacité de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 2.10.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Utilisation et stockage de substances et produits dangereux.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les machines de nettoyage à sec et tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution de l'eau ou de sols sont munis d'une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention est étanche aux solvants qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.  Le sol du local est imperméable, notamment aux solvants (par exemple : sol carrelé) : il est disposé en cuvette ou tout autre dispositif équivalent, de façon à pouvoir recueillir les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> La machine de nettoyage à sec est placée sur rétention.  Toutefois, lors de l'inspection, il a été constaté que des produits chimiques liquides (solvants, détachants, un bidon de boues...) n'étaient pas placés sur rétention, ne permettant pas de prévenir d'éventuelles pollutions des sols (voir Annexe, photo n°2, 3, 4)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Étiquetage des substances et produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Utilisation et stockage de substances et produits dangereux.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La personne responsable du fonctionnement de la machine de nettoyage garde à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> Les contenants sont correctement étiquetés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Stockage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets produits par l'installation sont stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).  La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.</p>
<p><b>Constats :</b> Le stockage des déchets en sous-sol ne permet prévenir les risques de pollution dans le sol, les bidons étant disposés en vrac sur un sol non entretenu.  L'inspection a noté la présence au sous-sol de 15 bidons vides de 20L de KWL. La quantité de déchets stockés sur place semble notablement dépasser la capacité d'un lot normal d'expédition (voir Annexe, photo n°5).  Trois fûts de boues issues de la machine de nettoyage à sec étaient présents, dont un connecté à la machine de nettoyage à sec. La quantité de déchets présente dans l'établissement doit être cohérente avec l'utilisation de la machine. Or, les deux fûts pleins auraient déjà dû avoir été évacués.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle périodique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions de la présente annexe, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. [...]  Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport relatif au contrôle périodique de l'installation 2345 (DC).  Le contrôle a été réalisé par l'organisme AXE. Il a été mené il y a moins de 5 ans.  Le contrôle a nécessité la réalisation d'un contrôle complémentaire, l'organisme ayant relevé des non-conformités majeures.  Le contrôle complémentaire, réalisé le 08/10/2019, a permis de lever les 2 non-conformités majeures relevées lors du contrôle périodique du 27/11/2018.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant n'avait pas le contrôle périodique sur site, il l'a transmis par mail après l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Machine de nettoyage à sec
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les machines de nettoyage à sec sont visitées annuellement par un organisme compétent qui atteste du bon état général du matériel. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et consignés sur un registre.</p> <p>Il atteste :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'étanchéité de la machine et de l'état des joints des ouvrants ;</li> <li>- du bon fonctionnement du double séparateur ;</li> <li>- du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité sur les ouvrants ;</li> <li>- du bon fonctionnement du contrôleur de séchage ;</li> <li>- de la qualité du séchage (propreté du tunnel et des batteries, état et propreté des filtres, de la pompe à chaleur, de l'épurateur à charbons actifs...) ;</li> <li>- de la compatibilité de la machine au solvant utilisé ;</li> <li>- de la compatibilité des paramètres de fonctionnement et de sécurité de la machine par rapport au solvant utilisé (notamment les températures maximums de fonctionnement).</li> </ul> <p>L'organisme s'attache également à vérifier le bon fonctionnement et la propreté de la ventilation de l'établissement et en atteste de la même façon.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis, après l'inspection par voie électronique, une facture sans nom d'entreprise et sans remarques, datant du 31/12/2018 pour l'entretien de la machine de nettoyage à sec.</p> <p>L'inspection n'a donc pas eu à sa disposition les résultats de la visite d'entretien annuelle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/08/2009 modifié, Annexe I – 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce responsable ou toute personne susceptible d'être en contact avec la machine a suivi une formation appropriée, par un organisme de formation dispensant une formation d'une durée minimale de deux jours, conforme au référentiel établi par la profession qui aura été communiqué au ministère chargé de l'environnement, lorsque ce référentiel existe. [...]</p> <p>Tous les cinq ans, ce responsable ou toute personne susceptible d'être en contact avec la machine suit un rappel de formation, effectué par un organisme de formation dispensant une formation d'une durée minimale d'un jour, conforme au référentiel établi par la profession qui aura été communiqué au ministère chargé de l'environnement, lorsque ce référentiel existe.</p>
<p><b>Constats :</b> Le gérant du pressing a transmis à l'inspection une attestation de formation à son nom datant de septembre 2015.</p> <p>L'employée présente lors de l'inspection, qui utilise la machine de façon régulière, n'a pas pu montrer à l'inspection d'attestation de formation et elle n'a pas été transmise à l'inspection. Elle a, par ailleurs, précisé qu'elles étaient deux personnes à utiliser la machine, elle et une autre employée non présente lors de la visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

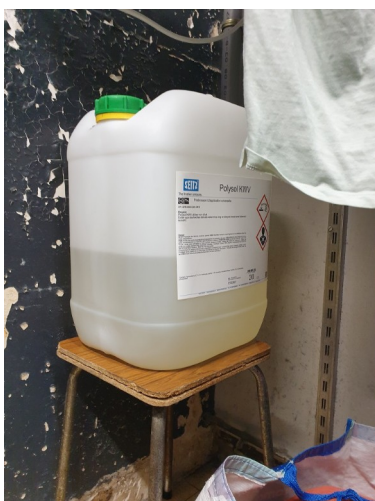
## Annexe : Planche photographique



**Photo n°1 :** un bidon de 20L de perchloroéthylène



**Photo n°2 :** Stockage des produits chimiques liquides hors rétention



**Photo n°2 :** Stockage des produits chimiques liquides hors rétention



**Photo n°2 :** Stockage des produits chimiques liquides hors rétention



**Photo n°5 :** Stockage de bidons vides de solvants en attente d'évacuation